

la somme et le reste

Études lefebvriennes - Réseau mondial

Classes et lutte de classe

Le thème choisi pour la première série des Numéros spéciaux de *La somme et le reste* (1) est bien, comme annoncé, une « intervention dans les champs du social et du politique ». Il suffit pour s'en persuader de comptabiliser les prises de position niant l'existence des classes et la réalité d'une lutte de classe empruntant, aujourd'hui, des voies modernes.

Dans un article – *Psychologie des classes sociales* –, Henri Lefebvre faisait ce constat : « **La bourgeoisie est la classe qui nie les classes et cela fait partie de sa définition comme classe** ». Cette négation, la bourgeoisie a réussie à s'en convaincre et à en convaincre nombre d'intellectuels dont certains, naguère, se réclamaient de Marx. Cela se traduit par ce que Jean Magniadas appelle, dans le présent numéro, « mésinformation ». Mésinformation conduisant à de « **considérables pressions idéologiques exercées à notre époque sur la pensée des salariés et leur représentation des réalités de la société** ».

Dans ce numéro de *La somme et le reste* donc, le débat introduit par le numéro précédent s'amorce. Jean Magniadas y analyse finement la salarisation croissante qui « **est certainement le trait marquant de la période qui voit la structure de la population active totale se modifier au profit du salariat** ». Cette salarisation massive et les attaques frontales actuelles contre tous les salariés créent une « **proximité plus grande entre les divers groupes du salariat (...) La montée de la qualification fait grandir des bases accrues de rapprochement entre les catégories sociales** » ajoute-t-il.

Autre débat qui s'amorce : à propos de plus-value et de lieux d'extraction de celle-ci. Jean Péaud vient rappeler que cela est plus compliqué à analyser qu'il n'y paraît au premier abord.

(1) Voir le numéro A.1 de *La somme et le reste* que l'on peut télécharger sur le site suivant : WWW.Espaces-Marx.eu.org/SomReste

Sommaire

- Jean Magniadas : MYSTIFICATION ET CONSCIENCE DE CLASSE	1
- Éléments sur l'évolution de la Structure de classe	3
- Évolution de la conscience sociale	6
- Jean Péaud : LA LUTTE DES CLASSES	14
- A. Ajzenberg : À propos de création de plus-value et d'extraction de celle-ci	15

Revue éditée par l'Association
La Somme et le Reste.
Avec la participation d'Éspaces Marx
Diffusée par courrier électronique

64, Bd Auguste Blanqui
750 13 Paris

Tél. : 01 60 02 16 38

E mail : Pensee lefebvre@aol.com

Site Internet : www.Espaces-Marx.eu.org/SomReste

Abonnement : versement unique de
20,00 Euros. Chèque à l'ordre de :
« Association la somme et le reste »

Président de l' « Association la somme et le reste » : Armand Ajzenberg

Rédacteurs(trices) – correspondants(antes) :

Ajzenberg Armand (F), Andrade Margarita Maria de (Brésil), Anselin Alain (Martinique), Beaurain Nicole (F), Benyounes Bellagnes (F), Bihr Alain (F), Carlos Ana Fani Alessandri (Brésil), Damiani Amélia Luisa (Brésil), Devisme Laurent (F), Gromark Sten (Suède), Guigou Jacques (F), Hess Rémi (F), Joly Robert (F), Kofman Éléonore (Royaume Uni), Labica Georges (F), Lantz Pierre (F), Lenaerts Johny (Belgique), Lufti Eulina Pacheco (Brésil), Magniadas Jean (F), Martins José de Souza (Brésil), Matamoros Fernando (Mex.), Montferran Jean-Paul (F), Müller-Schöll Ulrich (Allemagne), Nasser Ana Cristina (Brésil), Öhlund Jacques (Suède), Oseki J.H. (Brésil), Péaud Jean (F), Querrien Anne (F), Rafatdjou Makan (F), Sangla Sylvain (F), Seabra Odette Carvalho de Lima (Brésil), Spire Arnaud (F), Sposito Marília Pontes (Brésil), Tosal André (F).



MYSTIFICATION ET CONSCIENCE DE
CLASSE (•)
Jean Magniadas

La négation de l'existence des classes sociales est ancienne, l'affirmation de l'affaiblissement de leur conflictualité, la volonté d'effacer la lutte des classes n'est pas, non plus, très neuve. De Max Weber à la sociologie américaine le concept, antérieur à Marx, comme on le sait [1], a été soumis à bien des traitements, y compris à celui de sa dissolution dans la notion de « strates », souvent fondées sur des indicateurs de statut. Or, la classe n'est pas un statut, un état, une stratification.

Toutes ces altérations ont finalement, en commun, de masquer ou de rejeter l'antagonisme de classes résultant de la nature des rapports de production sur lequel se

¹ On sait que Marx n'est pas l'inventeur du concept que l'on trouve chez d'autres auteurs qui l'ont précédé (Smith, Ricardo, Quesnay, Turgot, Neker, Mercier de la Rivière, Guizot, Augustin Thierry, etc.). Marx s'en est, lui-même, expliqué dans une lettre à Wedemeyer du 5 mars 1852 (Marx Engels : Lettres sur " Le Capital " - Editions Sociales, 1972 p. 58/59). Le terme de classe est parfaitement courant depuis le droit romain qui distinguait les citoyens en plusieurs classes censitaires.

fonde la conception marxiste des classes et de leur opposition irréductible.

On observe cependant, depuis quelques temps, un renouveau du débat sur les classes [2]. On ne peut que s'en réjouir.

Sans passer en revue l'abondante littérature consacrée, pour l'essentiel, à la mise en cause de ces notions, à la dénégation de la lutte de classe, on s'arrêtera, cependant, un court moment, sur les conclusions proposées, en France par le sociologue Robert Aron qui, dans le répertoire de l'idéologie dominante, ont connu, un certaine fortune, en France et dans d'autres pays du à la notoriété de cet auteur.

Analysant les tendances de l'évolution sociale, dans son cours de Sorbonne, Raymond Aron dégagait, en 1955/1956, quatre tendances principales dans les mouvements de la population active : le déplacement de la main d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie et l'administration, la salarisation, la différenciation multiple des métiers, des revenus, des situations et, enfin, **l'embourgeoisement d'une fraction croissante de la population en travail**. S'appuyant sur la poursuite escomptée de la croissance économique, moteur d'une prétendue égalisation des revenus et d'une diminution des inégalités, dans un savant mélange de constats, plus ou moins rigoureux, plus ou moins fondés sur la réalité, mais combinés à des prévisions aventureuses, R. Aron éradiquait la lutte de classes et la transmutait en un « état de satisfaction querelleuse ». Ce cours sera publié, en livre [3], pour la première fois, en 1962, alors que l'on était à la fin de la phase de croissance économique du cycle long et que les premiers symptômes du chômage de masse apparaissaient. En fait, de « satisfaction querelleuse », on allait bientôt connaître le plus grand mouvement de notre

² Louis Chauvel : Le retour des classes sociales, Revue de l' OFCE N° 79, Octobre 2 001.

Paul Boccara : Défis identitaires de classe des salariés, Economie et Politique, Juillet /août 2003 N° 588/589.

Espaces Marx : Classes Sociales : retour ou renouveau ? Travaux du Forum européen : caractéristiques du capitalisme contemporain/ recherches d'alternatives.

³ Raymond Aron : **la lutte de classes**, nouvelles leçons sur les sociétés industrielles, Coll. « idées », Gallimard.

histoire sociale : celui de mai 1968, auquel la bourgeoisie sera, d'ailleurs, obligée de faire d'importantes *concessions sociales*, y compris d'admettre la reconnaissance de la section syndicale dans l'entreprise. Réaliste, devant le nouveau rapport de forces, elle ne renoncera pourtant à rien du tout, mais adaptera sa stratégie à la conjoncture. Ce sera alors la politique sociale patronale de négociations centralisées, à laquelle F. Ceyrac, futur président du CNPF, attachera son nom, mais qui, bientôt, dès 1975, sera révisée à la faveur de la crise qui se développe et accentue ses méfaits. S'appuyant sur la montée du chômage, le patronat va promouvoir, dans la société et dans l'entreprise, des tactiques et des pratiques visant à affaiblir le mouvement syndical de lutte de classe et à revenir sur ce qu'il avait dû concéder et, promptement, il tentera d'imposer un nouveau type de relations sociales qui s'inscrit dans l'offensive de classe. Le patronat va développer, avec continuité, une stratégie de déconstruction du salariat [4] qu'annonce le thème de la « *flexibilité* ». De prudente et relativement inavouée, elle va devenir arrogante et brutale. Le passage du CNPF au MEDEF s'inscrit dans cet itinéraire.

On va assister à une nouvelle tentative idéologique dont l'ambition est de nier les classes qui va tenter de trouver argument dans la massification du salariat, dans les changements de sa structure, dans le mouvement économique.

L'époque bourgeoise, comme l'a souligné, en son temps, le Manifeste Communiste, est celle de : *la transformation constante de la production, l'ébranlement de toutes les conditions sociales de, l'insécurité et de l'agitation.*[5] Schématiquement, si on veut donner quelques caractéristiques concrètes et contemporaines de ces processus, on peut nommer l'ampleur de l'accumulation et de la centralisation du capital, les problèmes de la réalisation qui s'exaspèrent, la recherche de la maximisation du profit pour l'accumulation. Ils vont retentir sur les luttes et les alliances entre les diverses fractions du capital, engendrer les grandes firmes, l'externalisation de certaines

de ces activités, la délocalisation, la financiarisation de l'économie, la montée en puissance de nouveaux secteurs, notamment financier (banques modernes, assurances, etc.) et commercial, (nouvelles formes de distribution, publicité, etc.). L'imbrication du capital monopoliste et de l'État accompagne et stimule l'essor de ces processus et va engendrer une expansion de l'appareil d'État. *En même temps, au sein même de la classe bourgeoise, l'oligarchie financière renforce sa position.*

Les changements des forces productives résultant des progrès technologiques, des possibilités de développement de la productivité, des méthodes d'organisation de la production et des services, de la gestion de la force de travail par le capital, fondées notamment sur une *intensité accrue du travail* ont, aussi, des conséquences sur la structure sociale de la population active, composée de salariés et de non salariés. Dans sa sociologie de Marx, Henri Lefebvre rappelle que « *la constellation des classes, c'est-à-dire la structure de la société, change avec la société* » [6].

Mais, ce sont, aussi, au cours de l'histoire du capitalisme, des modalités des rapports de classes qui vont se changer, avec le développement du syndicalisme des salariés, la naissance et l'essor des Partis politiques ouvriers, des modifications des formes de l'État, l'expansion de son appareil, le renforcement des organisations du patronat, ainsi que les conditions et les moyens de la lutte idéologique. Les antagonismes ne disparaissent pas, mais prennent des formes nouvelles.

À ces transformations qui s'opèrent au sein du capitalisme, correspond un **développement du salariat, un recul des catégories d'actifs non salariés, une modification de la composition de la force de travail.** En France, on est passé de 57,8 % de salariés dans la population active, en 1911, à 65,2 % en 1954, puis 86 % en 1983/84 pour atteindre 91,7 % en 1999-2000.[7]. Il s'agit donc d'une **progression extrêmement rapide qui donne**

⁴ Luc Boltanski, Eve Chiapello le montre bien dans un chapitre de leur ouvrage : *Le nouvel esprit du capitalisme*, N.R.F. « Essais », 1999.

⁵ Marx, Engels : *Le Manifeste du Parti communiste*, Messidor/Editions Sociales, 1986, p.58.

⁶ Soulignant cette relation à la conjoncture, H. Lefebvre rappelle que Marx parle de 8 classes dans *Révolution et contre révolution* en Allemagne et de 7 dans *Les luttes de classes* en France.

⁷ La notion dite de « population active » comprend les travailleurs occupés et les demandeurs d'emploi.



aux salariés une large majorité. Le même phénomène se retrouve dans d'autres pays capitalistes développés.

Ce mouvement va s'accomplir en entraînant une proportion croissante de femmes dans le salariat, principalement, mais non exclusivement, dans les services. On reconnaît généralement que si cela se traduit par une grave exploitation renforcée par la « double journée », cela constitue, aussi, un facteur de socialisation non négligeable qui retentit sur la conscience sociale.

Devant ces évolutions, s'est développée une argumentation fondée sur la massification et les évolutions de la composition du salariat, inaugurée d'une certaine manière par Giscard d'Estaing, qui comprend une quotité *minime* de vérité et une **part prépondérante d'hypocrisie**. Elle va donner le ton de bien des discours sur la **fin des classes**. Quel est le diagnostic de Giscard ? : « ... L'évolution en cours se traduit - dit-il -, par **l'expansion** d'un immense **groupe central** aux contours peu tranchés, et qui a vocation par sa croissance numérique exceptionnellement rapide, par ses liens de parenté avec chacune des autres catégories de la société, par son caractère ouvert qui en assure largement l'accès, par les valeurs modernes dont il est porteur d'intégrer en lui-même progressivement et pacifiquement la société française tout entière »⁸.

L'argument est principalement quantitatif, mais il est flou et se garde bien de produire les données. Allons donc voir de plus près de ce côté. Examen des mouvements, qui ne doit pas ignorer les aspects qualitatifs, souvent mésestimés.

On utilisera, à cet effet, les chiffres des recensements, qui nous semblent les plus fiables et les catégories socioprofessionnelles des classifications de l'INSEE qui, certes, ne donnent pas véritablement accès à la structure des classes, telles que Marx les envisageait. Nous n'entreprendrons pas, ici, de les discuter, ils sont suffisants pour apprécier les grandes variations.

ÉLÉMENTS SUR L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DE CLASSES

Les tableaux, N^{os} I et II, ci-après, concernent la structure de la population ac-

tive. Ils comprennent, d'une part, la population des **non salariés** (artisans, commerçants, professions libérales, etc.) correspondant, pour une large part, à ce que l'on appelle les « classes moyennes », et d'autre part, **les salariés**.

La salarisation croissante est certainement le trait marquant de la période qui voit la structure de la population active totale se modifier au profit du salariat et la réduction considérable des agriculteurs et dans une mesure moindre des commerçants et artisans en forme le corollaire.

Le « salariat » signifie que des catégories sociales *différentes dans la division sociale du travail* ont, **en commun** de recevoir l'essentiel de leurs ressources de leur salaire, prix de leur force de travail, ce qui est indicatif de leur place dans les rapports de production, même si on sait que les salaires connaissent pour chacune des diverses catégories de salariés des *niveaux, des formes* (paiement à la journée, au mois, primes, etc.) et des *appellations différentes* (salaires, traitements, appointements, rémunérations, émoluments, gratifications, etc.), mais il sont soumis à des rapports de force entre le capital et ceux qui, pour vivre, doivent vendre leur force de travail. Les distinctions dans l'appellations du salaire visent à rendre moins visible la *commune dépendance de leurs titulaires* et leur *subordination collective* à l'exploitation capitaliste, à cultiver des sentiments d'un clivage entre catégories du salariat. Les dispositifs de détermination collective des conditions de travail des salariés (y compris leurs salaires) font l'objet de pratiques inscrites dans la loi, des conventions et accords collectifs, souvent acquis aux prix de longs et parfois douloureux combats des salariés s'appliquent à tous les salariés, (sauf les fonctionnaires et agents du secteur public régis par des statuts) et ils peuvent exercer une action unifiante sur les conditions du salariat. À l'inverse, le patronat va chercher à introduire des différenciations, dans le traitement des salariés ce seront, entre autres exemples, le cas des avenants et des barèmes de salaires stipulant des conditions spécifiques pour les Cadres et Agents de maîtrise, pour les employés. Bel exemple d'une institutionnalisation visant à créer un clivage. Une organisation particulière la

⁸ V. Giscard d'Estaing : « Démocratie Française », Fayard, 1976, p. 56



CGC^[9] s'efforcera, mais sans y parvenir à s'ériger, comme la représentante, sinon exclusive, à tout le moins privilégiée, dans ce rôle par le patronat de la catégorie des cadres. Elle participera à sa construction idéologique en exigeant en toutes occasions, un traitement spécifique. La catégorie des cadres, comme celle des employés, trouve, certes, sa justification dans la division sociale du travail, mais elle est également une construction sociale délibérée^[10]. La défense de la hiérarchie des salaires des cadres, des apparences du statut social, la création et la gestion d'un régime complémentaire de retraites particulier pour les cadres (AGIRC), la défense fiscale seront les axes essentiels de l'action de la CGC qui se placera délibérément sur le terrain de la collaboration des classes, de la recherche du consensus avec le patronat et elle reprendra, à son compte, les thèmes idéologiques des organisations de classes moyennes créées après 1936, notamment, dans la version du catholicisme social.

La forme salaire se prête à la mystification. L'appartenance à la bourgeoisie et, même parfois à l'oligarchie, des dirigeants des firmes, des managers des entreprises monopolistiques, dont l'appartenance à la grande bourgeoisie, voire à l'oligarchie est facile à démontrer, n'empêchera pas de leur donner, aussi, le *statut juridique* de salariés. En fait, ce sont de « **faux salariés** », dont les revenus sont, en réalité, issus directement du profit et masqués, pour partie, en salaires, ce qui peut, au surplus, présenter parfois certains avantages fiscaux et sociaux, sans écarter de l'accès à d'autres revenus (dividendes, stocks-options, etc.). Dans le cas des dirigeants, ce n'est donc pas la différenciation qui est recherchée, mais l'idée d'une parenté toute fictive avec les salariés. Ce mythe de l'appartenance des dirigeants d'entreprises, des grands « *managers* » au salariat vise à cultiver la collaboration de classes.

Pour être rapide, la salarisation ne s'en effectue pas moins à des rythmes différents, selon les catégories sociales, avec même des

régressions, par exemple dans l'agriculture. Par contre, les services voient leurs effectifs croître nettement plus rapidement. On sait, aussi, que les catégories salariées de cadres et d'employés ont plus rapidement augmentées leurs effectifs et leur « poids » dans la structure sociale d'ensemble de la population active et du salariat (Cf. Tableau I). Les ouvriers représentaient 30 % de la population active en 2000 contre 40 % en 1969.

TAB. I - Proportion dans la population active totale (*) des catégories de salariés ()**

CATÉGORIES ANNÉES	1983/1984	1991/1992	1999/2000
CADRES SUPÉRIEURS	7,4	9,8	11,4
PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES	18,5	19,2	19,9
EMPLOYÉS	26,0	27,6	29,9
OUVRIERS	31,5	29,6	27,9
CHÔMEURS N'AYANT JAMAIS TRAVAILÉ	1,5	1,2	1,3

*La population active comprend les actifs et les chômeurs.

** chaque catégorie comprend les salariés actifs et les chômeurs

Ces changements se recoupent avec la répartition des effectifs entre les secteurs d'activité.

Tab. II - Répartition de la population active entre les secteurs (en milliers)

SECTEURS	1955	1988	1999
Non-salariés			
-Agriculture	3858,6	1 162,9	441,7
-Industrie	519,8	243,8	189,9
-Bâtiment	245,5	323,7	255,0
Génie - civil			
-Tertiaire	1 840,6	1 537,1	978,8
Ensemble	6 464,3		1864,7
Salariés :			
Agriculture	1 124,2	265,2	306,à
Industrie	4 810,7	4 637,9	3 983,4
Bâtiment	1 124,9	1221,1	1 344,0
Génie-civil			
Tertiaire marchand	3 209,1	7827,7	
non marchand	2 314,1	4226,2	14991,3
Ensemble	12 563,0	18178,7	20356,7

Le regroupement des activités de services en un seul poste, sous la rubrique « tertiaire », s'il permet de mettre en valeur l'importance accrue de ce secteur (largement dominé par le commerce et les services) dans le fonctionnement du capitalisme contempo-

⁹ La CGC se crée en fin 1944, elle est l'héritière d'une organisation d'avant guerre la CGCE, des mouvements de classes moyennes, d'ingénieurs, nés après 1936 qui poursuivront leur carrière sous Vichy.

¹⁰ Ce qu'a établi Luc Boltanski dans son incontournable ouvrage : « Les Cadres », Les Éditions de Minuit, 1982.



rain et dans l'emploi, ne doit pas dissimuler que ses activités sont elles mêmes, variées, ce que montre la répartition des salariés de ce groupe au recensement de 1999 (Cf. tableau III) :

TAB III. - Répartition des salariés dans les activités dites de «services » en 1 999

- commerces	2 557 701
- Activités financières	656 060
- Activités immobilières	281 007
- Services aux Entreprises :	2 587 827
- Services aux particuliers :	1 366 869
- Éducation – santé - Action sociale	4 047 138
- Administration	2 598 758

Les changements intervenus affectent la structure du salariat. D'autres correspondent pour une large part à l'entrée dans la crise systémique, aux stratégies de main d'œuvre que le patronat déploie dans ce cadre et renvoient tout particulièrement aux débuts de la révolution informationnelle, révolution technologique qui développe la substitution d'appareils matériels à certaines opérations du cerveau (ordinateurs) et fait prédominer les informations [11].

La montée de la qualification en est une expression minimale, d'ailleurs loin d'être reconnue par les employeurs capitalistes. Elle témoigne d'une accumulation formidable de besoins nouveaux, réfrénés par le système et qui devraient induire une augmentation des effectifs d'enseignants et d'autres catégories salariales (Cadres, Techniciens, employés et ouvriers qualifiés. Aujourd'hui, même les portes paroles du capital et leurs idéologues doivent mettre en avant le besoin de « formation tout au long de la vie », sans y répondre effectivement. La crise des effectifs de salariés qualifiés est patente dans de nombreux secteurs des services, dont l'activité n'est pas séparable des conditions d'existence et de reproduction de la force de travail et de la masse de la population. L'été 2003 a tragi-

quement révélé son ampleur dans le système sanitaire. L'évolution de la structure démographique (vieillesse) va encore y accroître les besoins.

Les transformations qu'implique la révolution informationnelle appellent une progression de la qualification. Elle concerne les catégories de cadres et de techniciens, mais, aussi, les groupes **ouvriers et employés**. C'est déjà ce que fait apparaître la comparaison des mouvements entre les qualifications observées entre 1 969 et 1983 (Cf. Tableau IV), mais on va assister à l'amplification des besoins.

TAB. - IV - Évolution des qualifications (en %) dans la population active entre 1969 et 1983

Années	Prof agri.	Ingénieurs	Techniciens	O.Q. (1)	O.N.Q. (2).
HOMMES					
1969	0,4	2,7	5,7	45,7	26,9
1963	0,3	3,8	7,5	46,5	16,9
FEMMES					
1969	0,1	0,2	1,6	18,6	28,7
1983	0,1	0,4	1,6	14,3	19,5
ENSEMBLE					
1969	0,3	2,0	4,4	38,2	27,4
1983	0,3	2,7	5,5	35,8	17,7

(1) = O.Q. = Ouvriers qualifiés

(2) = O.N.Q. = Ouvriers non qualifiés

Années	Cadres Adm. Supé.	Cadres moyens	Employés Qualifiés	Employés Non qualifiés
HOMMES				
1969	6,1	5,6	4,8	3,1
1963	7,3	7,1	6,4	4,2
FEMMES				
1969	1,8	6,9	30,2	12,6
1983	3,4	12,2	24,9	14,0
ENSEMBLE				
1969	4,2	6,0	11,9	5,8
1983	6,0	8,8	15,7	7,4

Années	EFFECTIFS (en milliers)		
	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1969	5 694,5	2 188,9	7 883,4
1983	5807,0	2827,2	8634,4

Les débuts de la révolution informationnelle révèle les changements de la quali-

¹¹ Ce processus a été mis en valeur et analysé par P. Boccard dans ses travaux (Cf, Défis identitaires de classes des salariés) Economie & Politique N°588/589 -Juillet /Août 2 003

fication du salariat. Ce n'est pas le seul aspect.

Les bouleversements de la crise systémique et du début de la révolution informationnelle se traduisent également par l'existence d'un **chômage massif et durable**, dont on estime qu'il atteindra 10 % à la fin de l'année 2003 et par une **précarisation de grande ampleur** qui concernent des centaines de milliers d'individus, certes inégalement, selon les catégories, mais qui d'une manière ou d'une autre touche des millions de foyers où il est rare qu'un membre, sinon plusieurs soient affectés.

Sur une longue période, on observe un rapprochement des conditions de vie, de rémunérations et même de travail, (avec la pénétration de l'informatique, la standardisation du travail de bureau) des différentes catégories, notamment des employés et des ouvriers. Au surplus, le recul de l'homogamie se traduit plus fréquemment par la constitution de ménages d'employés (ées) et d'ouvriers (es) et, également, d'alliances de cadres, agents de maîtrise et d'employées, en particulier dans les grandes agglomérations. Rapprochements, ne signifie pas identification ou fusion, des différences subsistent, notamment dans les conditions et les rapports de travail, sans oublier le poids d'autres éléments (origine sociale, milieu familial, facteurs religieux, traditions, positions politiques, attitudes culturelles, etc.). Par son action politique et idéologique, la bourgeoisie s'attache à jouer sur ces variables, directement ou à travers ses relais, pour freiner la tendance à l'unité résultant de ces rapprochements, de ces brassages dans le salariat et maintenir son hégémonie.

ÉVOLUTIONS de la CONSCIENCE SOCIALE

Le développement de la crise systémique, ses redoutables effets sur l'emploi, avec le chômage massif et durable, l'expansion des emplois atypiques, le plus souvent très mal rémunérés ont comme conséquences d'amplifier la **concurrence** entre les salariés, c'est d'ailleurs un but explicite du patronat pour faire pression sur les salariés occupés, sur les statuts sociaux, objectif magnifié sous divers vocables : compétence, compétitivité, etc.

Les dissociations des groupes, les rejets sociaux, les traumatismes qui les accom-

pagnent, y compris dans des catégories sociales où prédominait une forte stabilité, comme par exemple les employés, ont générés des processus d'individualisme, de repli, des craintes, des recherches d'issues personnelles souvent insatisfaisantes en regard des attentes, entraînant une grande insécurité sociale et conduisant à des régressions, à des brouillages de la conscience de classe. Reculs qu'il ne faut certes pas majorer exagérément comme y invite toute une démarche qui, assurément, n'est pas anodine. Cultivant la fatalité, elle veut en faire un mouvement inexorable devant lequel il n'y aurait qu'à s'incliner.

Situation de classes et conscience de classes sont liées ; ce lien n'a rien cependant de mécanique. La conscience a même souvent tendance à retarder sur la situation objective et sa formation fait intervenir de nombreux facteurs qu'il est difficile d'identifier et, plus encore, de mesurer.

Les travaux d'un grand intérêt des sociologues Guy Michelat et Michel Simon consacrés, en 1966 et en 1978 à l'analyse des relations entre **classe sociale objective** ^[12], **classe sociale subjective**, et **comportement électoral** ^[13] ont mis en évidence des écarts dans les attitudes électorales qui traduisent d'évidentes différences dans la conscience sociale du groupe ouvrier. Bien entendu, il ne faut pas confondre la classe sociale subjective avec la conscience de classe, au sens que ce terme a pris dans la littérature marxiste. Le sentiment qu'ont les individus d'appartenir à telle ou telle classe sociale, sentiment qui procède de leur expérience en termes de sort, d'identité sociale, d'intérêts, d'intégration ou d'exclusion dans le rapport observé n'est cependant pas dénué de sens pour approcher cette relation. Les recherches de Michelat et Simon font apparaître que le vote, que l'on peut prendre comme indicateur de la conscience politique, est corrélé dans la classe à l'activité, aux revenus et à des variables (origine ouvrière, descendance ouvrière, résidence ouvrière) qui marquent des différences

¹² avec comme indicateur les catégories socio-professionnelles de l'INSEE.

¹³ G. Michelat, M. Simon : classe, religion et comportement politique, PFNSP, E.S 1966 - Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement électoral. Revue Française de Sociologie, oct. / dec 1971.



dans « l'intensité » de l'appartenance à la classe, témoignent de l'enracinement dans la classe, tandis que d'autres variables, comme la propriété, la scolarisation, la croyance et, plus encore, la pratique religieuse, manifestent, à l'époque des enquêtes, un moindre enracinement dans la classe.

Appartenance **objective** à la classe ouvrière et **conscience** des conséquences de cette position ne coïncident pas nécessairement et comportent bien des nuances.

Ceci laisse place aux idéologies mystificatrices. **Henri Lefebvre** a développé des réflexions importantes en la matière dans « **La conscience mystifiée** » [14], ouvrage écrit avec son ami Norbert Guterman. Malgré l'intérêt et l'estime qu'ils portent à G. Lukacs, et à son œuvre, Lefebvre [15] ne suit pas la conception que le célèbre philosophe hongrois développa, dans les années 1919/1922 dans son ouvrage « *Histoire et Conscience de classes* » [16]. C'est en 1933/1934, comme H. Lefebvre l'explique, lui-même, en retraçant son itinéraire [17], et sous le choc du passage d'ouvriers allemands dans le mouvement hitlérien, que ses réflexions sur la conscience de classe vont s'affirmer : « ...Les ouvriers allemands se laissaient séduire et entraîner par le national-socialisme, parce que celui-ci se donnait pour socialiste et révolutionnaire, plus révolutionnaire dans le cadre national que le K.P.D. - », écrit Lefebvre qui, après avoir critiqué certains développements, outrances ou lacunes de son livre ajoute : « *Tel fut le point de départ de la théorie de la mystification* ». Il précise encore : « **Ce livre ne faisait donc pas de la conscience un simple reflet de ce qui se passe dans le monde extérieur ou dans les classes sociales**

¹⁴ H. Lefebvre, Norbert Guterman : « La Conscience Mystifiée », Gallimard, 1936.

¹⁵ Lefebvre dans sa « Sociologie de Marx » (P.U.F) indique : « Pour Lukacs, c'est la conscience de classe du prolétariat qui remplace la philosophie classique. Le prolétariat apporte la totalité : saisie du réel, passé, présent avenir, (possibilités) dans la négation radicale du réel existant. Par malheur, cette conscience historique n'existe nulle part ; elle se construit seulement dans la tête du philosophe qui pense spéculativement la classe ouvrière... »

¹⁶ Georges Lukacs : « Histoire et conscience de classes », Collection "Arguments", Les Editions de Minuit, 1960.

¹⁷ Henri Lefebvre : « La Somme et le Reste », Méridiens- Klincksieck, 1989, p 451 et suiv.

objectivement définis... La conscience peut se laisser duper ; elle se dupe elle-même ».

L'ouvrage est un plaidoyer lucide invitant à **tenir pour efficace et à accorder de l'importance à l'idéologie et aux superstructures**. La recommandation vaut pour le présent, d'autant qu'elle se double du conseil de tenir compte de l'utilisation mystificatrice des techniques modernes de l'information qui, depuis qu'a été écrit ce texte, se sont beaucoup perfectionnées. Tenant cette analyse comme pleinement valable, et d'une grande actualité, on peut tenter d'apporter quelques éléments qui en établissent la portée présente.

À l'examen des sondages d'opinion, des résultats électoraux des dernières années, on ne peut pas ne pas constater un brouillage des réalités et des représentations sur les classes et dans la conscience sociale. L'existence de processus contradictoires, en relation avec la crise systémique, la mondialisation, les restructurations qu'elle induit, créent des dissociations, des divisions nouvelles au sein du salariat, sous l'emprise d'une concurrence considérablement aggravée des hommes et des territoires notamment.

Certes, les classes sociales et, bien entendu la classe ouvrière, n'ont jamais présenté cette homogénéité, formé un bloc uniforme, états qu'on leur a parfois attribué et qui à pu correspondre *relativement* à des situations réelles à certaines époques, unification qu'a pu suggérer, un moment, le taylorisme, qui laissait pourtant subsister un fort clivage entre manœuvres et O.S. d'une part, et qualifiés, d'autre part. Il existe, sans doute, de fortes aspirations à l'unité d'action, mais elles vont de pair, en France, avec des divisions politiques, idéologiques et syndicales anciennes. Jamais, sauf dans les représentations *ouvriéristes* [18] qui ont pu, parfois, être véhiculées, plus ou moins volontairement par les organisations syndicales et politiques, - conduites, dont la France n'a assurément pas le monopole - . Or, cette situation n'a jamais vraiment correspondu à la réalité objective de la classe. Et encore moins de sa conscience sociale, à tout le moins dans les expressions que l'on peut trouver dans

¹⁸ L'ouvriérisme, trouve ses racines probablement chez les ouvriers qualifiés de type artisanal, dans leur fierté professionnelle et dans l'anarcho-syndicalisme.

divers indicateurs partiels. En la matière il n'est pas inintéressant de relire la grande étude, malheureusement jamais renouvelée, portant sur « *L'ouvrier français, en 1970* ».^[19] Dans cette recherche à plusieurs voix, le politologue René Mourriaux qui traite des comportements électoraux des ouvriers constatait : « ... *L'ouvrier n'est pas un être angélique, libéré des préjugés des classes dominante* », (formule, références à l'appui, empruntée à Alain Touraine). « *Sur le plan politique, l'assertion se vérifie aisément. Nos analyses ont montré les divisions politiques profondes qui scindent le groupe ouvrier. De multiples déterminations s'entremêlent pour composer finalement le visage morcelé qui est le sien. Si l'on replace le comportement électoral des ouvriers dans l'ensemble national, son sinistrisme plus accentué ressort, mais il va en diminuant. Il ne demeure que par l'importance que continue à posséder le Parti communiste dans cette couche de la population. Singularité constamment remise en cause par la droite et depuis peu par une nouvelle gauche. Une des caractéristiques les plus notoires du groupe ouvrier est finalement la rupture qui existe entre les comportements électoraux et ses sympathies partisans...* »

OOO

Ainsi, la naissance d'aspirations et de potentialités nouvelles se heurte aux barrages du système appelant des solutions collectives, des solidarités nouvelles, qui ne sont pas opposées aux exigences d'individuation et à la volonté d'intervention dans les gestions sociales dans la Cité et dans l'Entreprise.

Fin analyste de la classe ouvrière, le sociologue Michel Verret a, de son côté, rappelé que l'on « *peut vouloir **conserver** dans la classe, dans la classe stabilisée qui veut garder les sécurités d'un ordre paternaliste... fréquent en zone d'industrie rurale... Ou bien consolider les avantages d'une promotion statutaire, que continuerait une promotion scolaire de la descendance* »^[20]. Déjà, le sociologue Karl Mannheim avait étudié la mentalité conservatrice à laquelle, dit-il : « ... manque tous ces reflets, éclairages qui viennent du mouvement progressif du proces-

sus historique... À ce niveau la pensée ...incline à accepter l'environnement total dans l'état concret accidentel où elle se produit, comme si c'était l'ordre du monde qu'on doit accepter sans discussion et qui ne présente aucun problème »^[21]. Cet ordre et ses sécurités sont aujourd'hui singulièrement mises en cause ou menacées gravement par la dynamique de la crise, sa durabilité et les politiques du capital.

Par leur activité, les organisations politiques et syndicales, issues du mouvement ouvrier, sont des vecteurs de la conscience de classe. On mesure leurs responsabilités et on doit aussi admettre que la crise systémique a sérieusement affaibli les partis et organisations qui rayonnaient, à travers leurs militants sur le salariat et structuraient sa partie la plus avancée. Dans la plupart des pays capitalistes^[22], on observe un amoindrissement des forces syndicales organisées en relation avec la crise de l'emploi. Dans plusieurs de ces mêmes pays le patronat à par contre renforcé les moyens de son organisation de lutte de classes, ses interventions idéologiques, souvent sa collusion avec l'État., comme c'est le cas en France avec la transformation du vieux CNPF, (lui-même héritier de la CGPF, née en 1920) en MEDEF, pour renforcer leur puissance sociale dans la lutte de classes.

En France, le syndicalisme des salariés s'est trouvé, confronté à un rétrécissement et à une transformation de ses bases traditionnelles constituées particulièrement par les ouvriers des grandes entreprises industrielles et les salariés des grandes organisations publiques, nationalisées ou privées assurant des services. Il en résulte des effets quasi-mécaniques. L'industrie est le secteur qui a eu le plus à souffrir de la contraction de l'emploi, tout particulièrement les grandes firmes qui sont à la tête des délocalisations. Ces grandes unités sont entrées, depuis un certain temps déjà, dans la voie des mégas-fusions, le plus souvent accompagnées de réduction d'effectifs. À ces stratégies économiques ont été bien souvent accolées les recours aux formes d'emploi dévalorisées peu favorables à la syndicalisation,

¹⁹ G. Adam, F. Bon, J. Capdevielle, R. Mourriaux : « *L'Ouvrier français en 1970* », Armand Colin, 1970.

²⁰ Michel Verret : « *La culture ouvrière* », ACL Éditions/Société Crocus, 1988

²¹ Karl Mannheim : « *Idéologie et utopie* », Librairie Marcel Rivière, 1956., p.182.

²² Pour l'Europe, cf. Jelle Visser (Université d'Amsterdam) : *Syndicalisme et désyndicalisation*, Le Mouvement Social N°162 Mars 1993.

en raison même de la fragilité de ce statut, voir même à des mesures pour éliminer l'armature que constituent par leur combativité les plus syndiqués, les militants, par des mises à la retraites anticipées ou des indemnités de départ augmentées de travailleurs souvent porteurs d'une mémoire, d'une culture syndicale et d'une expérience sociale forgées dans les luttes de classes passées. Quand, même, il ne s'agissait pas de licenciements répressifs de représentants du personnel, de manière à évincer ou à affaiblir les syndicats, surtout la CGT.

Un indice, très partiel, de la répression patronale est donné par les licenciements de représentants du personnel qui sont, en principe, protégés par la loi. Ces licenciements recensés par le Ministère du travail sont comptabilisés soit « tous motifs », soit « motifs économiques ». Ces derniers se sont multipliés ces dernières années et il est reconnu que les entreprises chaque fois qu'elles le peuvent y incluent les représentants du personnel. Ils s'y ajoutent les « autres motifs » régulièrement croissants depuis plusieurs années (Voir Tableau V).

TAB V. - Licenciements des représentants des salariés

ANNÉES	MOTIFS ÉCONOM. I			TOUS MOTIFS		
	1998	1999	2000	1998	1999	2 000
EFFECTIFS	7492	9092	9832	10953	13348	12252
%Autorisation par rapport aux demandes	88 %	88 %	92 %	86 %	87 %	88 %

Ces opérations patronales d'affaiblissement du salariat cherchent à s'appuyer sur l'évolution économique et sociologique. Ce sont, en effet, les effectifs des services privés, du commerce, qui, comme on l'a vu, ont continués à croître, ainsi que les effectifs d'employés et de cadres, notamment administratifs. Secteurs et catégories où le syndicalisme connaît plus de difficultés à s'implanter, même si son audience et son organisation y progressent. Cette progression est lente et elle se heurte à des obstacles idéologiques et/ou tenant aux nouvelles pratiques patronales. On ne saurait oublier que les salariés des secteurs des services, publics et privés, sont, historiquement, traversés par des courants réformistes et de collaboration

de classes, ancrés dans des organisations syndicales qui y disposent d'une audience ancienne. Parallèlement, et surtout dans le secteur des services, les salariés sont souvent occupés dans de petites et moyennes entreprises où les syndicats ont du mal à s'implanter, se heurtent fréquemment à des relations de type paternaliste, entretenues par la proximité des rapports entre salariés et employeurs. Bien que l'exploitation de la force de travail y soit intense, les possibilités de mobilisation collective y sont plus difficiles et les menaces de licenciement, la précarité ambiante, y sont très dissuasives.

La déstructuration du social a des effets négatifs sur le niveau de vie des salariés. Elle retentit également sur leur conscience sociale par l'effet sur les structures sociales, mais aussi, avec le sentiment d'échec que véhiculent les reculs sociaux. L'existence de garanties communes, d'une identité minimale de statut des salariés, d'égalité, certes relative, résultant de la législation sociale, des conventions collectives, des statuts de personnel dans la fonction publique ou dans les secteurs nationalisés, des régimes sociaux renforcent, **objectivement et subjectivement**, la conscience d'un *intérêt commun* aux salariés concernés. Si le patronat est rétif aux garanties collectives qui ne sont pas, contrairement à ce qu'il prétend, incompatibles avec la reconnaissance de spécificités et de différences, c'est évidemment pour tenter de réduire le coût salarial global, mais c'est aussi pour amoindrir les résistances, accentuer la concurrence des salariés, y compris sur le « marché interne du travail » et rendre plus difficiles les mobilisations. Le patronat a toujours préféré les solutions individualisées, laissées à sa seule discrétion et présentées comme reconnaissance du mérite, de l'individualité. Elles lui permettent d'atomiser, de diviser le salariat, alors que les garanties collectives favorisent les réactions unitaires et confortent, ainsi, les possibilités de luttes pour des progrès sociaux réels. Les récentes prétentions du MEDEF cherchant à donner une prépondérance aux accords contractuels dans l'entreprise s'inscrivent dans cette stratégie.

Pour ces raisons, souvent cumulées, existe un certain recul de l'audience du syndicalisme, y compris dans les entreprises où il a maintenu sa présence, mais où son appareil

militant est affaibli et où il se heurte à une **résistance** accrue du patronat aux revendications qui pèsent sur ses résultats de nature à décourager les salariés de l'action syndicale. L'action syndicale n'est pas, pour autant inefficace, elle a pu empêcher certaines aggravations des conditions de travail, permis certains progrès. Il est certain que ces résultats ont un caractère relatif au regard des attentes et peuvent décourager la syndicalisation. **Ne sont pas, en effet, intériorisés de la même façon le fait d'obtenir un acquis social nouveau et celui d'empêcher un recul social.**

On peut sans doute admettre, sans sous-estimer leurs efforts, que les syndicats ne s'adaptent pas facilement aux grands bouleversements que connaissent les entreprises. Dans celles-ci, notamment dans les grandes firmes, le patronat a considérablement depuis 30 ans renforcé ses dispositifs idéologiques, et ses pratiques (direction participative, mobilisation de l'encadrement, manipulation des carrières, sophistication des pratiques de gestion de la force de travail, maîtrise et « modernisation » de la communication.). Malgré l'ampleur des campagnes anti-syndicales, en 2002, 53 % des hommes et 48 % des femmes (60 % des ouvriers et 53 % des employés) estiment, dans une enquête SOFRES, que « les syndicats n'ont pas assez de pouvoir », mais un nombre non négligeables de salariés considèrent, aussi, que les « syndicats traduisent mal les aspirations des salariés ». Cette ambivalence est significative de l'intériorisation des caractéristiques complexes de la conjoncture. La déstructuration du social a des effets négatifs sur le niveau de vie des salariés. Elle retentit également sur leur conscience sociale, non seulement par le sentiment d'échec que comporte les reculs sociaux, mais aussi par son « effet sur « l'agencement du social », sur des protections érigées depuis plusieurs décennies et, aujourd'hui, gravement, attaquées.

Il n'entre pas dans l'objet de cet article d'étudier les responsabilités des Partis politiques dans les évolutions récentes de la conscience de classe. Nous tenons cependant pour certain que celles-ci ne sont pas sans rapports à ce que l'on désigne sous l'expression de « crise du politique », quitte à y mettre des contenus différents. Quoi qu'il en soit, on est plus dans une situation où ses manifesta-

tions étaient, un peu facilement, attribuées à la critique constante et historique des français vis-à-vis de ceux qui gouvernent. *L'abstention électorale est devenue un phénomène de masse.* Les dernières élections présidentielles ont vu le candidat de gauche pour la première fois, depuis 1969, éliminé du second tour auquel accédait le candidat de l'extrême droite.

OOO

L'appartenance au salariat, à la classe ouvrière est une donnée *objective*, mais elle n'implique pas que les salariés, les ouvriers prennent conscience automatiquement des rapports entre leur situation du point de vue de leurs besoins sociaux et de leurs aspirations, **comprennent leur puissance sociale**, la place qu'ils occupent dans les rapports de production capitalistes, s'abstraient de leur obscurité renforcée par tout un appareil idéologique et comprennent que ces rapports ne constituent pas le cadre indépassable d'un destin immuable, qu'ils acquièrent, au-delà d'instinctives réactions d'opposition au capital et à l'État, la conscience de les dépasser, ce qui va plus loin, assurément, que les seules revendications d'améliorations de la situation, qui peuvent avoir un caractère vital et constituer, dans les luttes sociales et politiques, de précieux éléments de la formation de la conscience sociale.

La salarisation massive, les attaques frontales contre les salariés, la proximité plus grande entre les divers groupes du salariat, leur expérience sociale sont porteurs de développements de la conscience de classe. La montée de la qualification fait grandir des bases accrues de rapprochement entre les catégories sociales. Entre la situation de classe et les prédispositions qu'elle implique s'interposent les idéologies dominantes qui tendent à légitimer l'état de choses existant, en s'appuyant sur lui.

Dans les relations au politique, les observations sociologiques effectuées sur les ouvriers chômeurs ont conclu, à la fois, à une attitude de retrait politique et à une mise en accusation de la « classe politique » [23]. Ainsi,

²³ Jacques Capdevielle : Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : une évolution inévitable ? une évolution irrésistible ? Cahiers du CEVIPOF N°21, 1999.



le sociologue Serge Paugam, étudiant le comportement électoral de salariés précaires a observé : « ... que les salariés les plus précaires **qui préfèrent s'abstenir** s'attendent à perdre quel que soit le vainqueur de l'élection puisqu'ils estiment qu'aucun des candidats ne défend leurs intérêts. S'ils se sentent d'avantage de gauche et expriment souvent, on l'a vu, une option radicale sur le changement de société, ils ne font plus confiance aux partis politiques. Ils estiment en réalité que la victoire d'un candidat de gauche ne changera pas d'avantage leur situation que la victoire d'un candidat de droite. Cette indifférence n'est pas l'expression d'un manque de socialisation politique ou d'un manque de connaissances en la matière.... la tendance à l'abstention électorale s'explique donc d'avantage par un processus de désillusion »^[24] (souligné par nous J.M.). Ces déceptions se fondent sur les promesses non tenues de la gauche plurielle. Ses composantes toutes étant mises dans le même sac. Elles reposent sur les déconvenues, sur le renoncement aux espoirs d'une vie meilleure dans un contexte d'aggravation de difficultés et de menaces sociales, ou prédominent les risques de l'insécurité sociale, tout particulièrement concernant l'emploi.

« 69 % des personnes interrogées à un sondage de sortie des urnes⁽²⁵⁾ sont d'accord avec cette idée : que ce soit la gauche ou la droite qui gouvernent, c'est pareil ». Dans le même ordre de réflexions, on peut placer la montée de l'abstention aux élections politiques et aux élections « sociales ». L'abstentionnisme politique est particulièrement élevé, en 2002, dans les catégories d'employés (36 %) ou d'ouvriers (30 %). Au cours des années 1990, l'influence syndicale, telle qu'observée aux élections de C.E. manifestait une certaine érosion au bénéfice des listes de non-syndiqués, la tendance s'est ensuite inversée et 1998, comme les années précédentes, une partie de ces suffrages est revenu vers les syndicats. La CGT continue d'être en tête, avec une légère progression. Elle retrouve en 1998 son niveau de 1992, malgré d'intenses campagnes visant à affaiblir son audience. Le taux de participation aux élections des C.E., en léger recul dans les grands établissements, progresse modérément dans les petits établis-

sements. Ces données confirment les sondages qui, en 2002, voient les hommes (53 %) et les femmes (48 %) estimer que « **les syndicats n'ont pas assez d'influence** ». Les employés sont 53 % et les ouvriers 60 % à se prononcer dans ce sens. À la déconsidération des syndicats observée dans les sondages des années 1983 à 1994, semble succéder à partir de 1995 un remontée à laquelle le puissant mouvement de l'automne 1995 n'est probablement pas étranger.

Les sondages révèlent des changements rapides et importants de l'opinion. Des travaux sociologiques d'un grand intérêt établissent des changements d'attitudes importants chez les cadres et ont montré le passage d'une conception de dépendance personnelle à des représentations davantage « contractualisées »²⁶

C'est certainement un symptôme intéressant du climat social alors que le pouvoir chiraquien entend poursuivre l'action d'un régime de combat, caractéristique de la période, qui s'inscrit dans l'offensive de classe du grand capitalisme, vecteur de la mondialisation, dont les premiers signes de violence ont été donnés par les politiques de M. Reagan, aux U.S.A. et de Mme Thatcher en Grande-Bretagne. Cette agression a un caractère international, cosmopolite et on ne doit pas oublier cette dimension. Conduite sous le drapeau du libéralisme, idéologie mystificatrice, par excellence, avec son exaltation dévote du marché, sa mystique de l'entrepreneur conquérant et dominateur, elle apparaît bien accordée aux prétentions spoliatrices du grand capital dirigées contre les salaires, les systèmes sociaux existants pour laisser place à des dispositifs à plusieurs vitesses, ouverts aux appétits insatiables du capital (notamment des Compagnies d'assurances) et débouchant sur une nouvelle aggravation des inégalités sociales^[27] et une exploitation renforcée, sous le signe de la flexibilité généralisée...

Réaction à la domination et à l'orientation de la mondialisation par le capital, on ne doit pas tenir pour un événement

²⁴ Serge Paugam : **Le salarié de la précarité**, P.U.F., 2000.

²⁵ SOFRES : État de l'Opinion 2002

²⁶ Paul Bouffartigue : **Les Cadres Fin d'une figure sociale**, La Dispute, 2001.

²⁷ Les attaques lancées contre les régimes de retraites, celles à venir sur l'assurance maladie sont très caractéristique de cette offensive de grande envergure.



secondaire la naissance et l'essor du mouvement altermondialiste. Les organisations et associations qui se sont agrégées dans ce mouvement lui confèrent une dimension interclassiste, avec une influence sans doute dominante des classes moyennes, ce qui influe dans la détermination de sa stratégie et ses difficultés à déboucher dans ses relations avec le politique.

Par ailleurs, on ne doit pas mésestimer, à côté des efforts de la droite et de l'extrême droite, les tentatives, prétendument situées à gauche, qui s'abritent derrière le réformisme classique, les essais pour l'adapter et le relancer, et celles de son frère jumeau : le « *social libéralisme* » de Tony Blair et de ses imitateurs.

Le racisme, dirigé contre les immigrés, l'antisémitisme, les thèmes de la collaboration de classes, de « *l'État fort* », le populisme de droite, la démagogie sécuritaire, sont pratiqués à haute dose par l'extrême droite et certains secteurs de la droite « classique ». Ils menacent les libertés démocratiques et envoient aux calendes grecs toutes perspectives d'issues progressistes. Ils s'alimentent, comme d'ailleurs le populisme de gauche pratiqué par certaines formations politiques, mais également de la corruption que révèle la suite de scandales politico-financiers.

Les inquiétudes résultant de la conjoncture économique, de la mondialisation, du climat des relations internationales, des affrontements ethniques, les prétentions dominatrices des USA, l'étalement insolent de leur puissance en vue d'intimider les peuples favorisent, aussi, des repliements de la conscience sociale. Tous ces processus sont stimulés et utilisés par les grands médias, dont l'action est favorisée par les progrès des technologies de l'information. On ne doit pas oublier que leur existence et leur fonctionnement sont assujettis aux puissances financières. La « **mésinformation** » pour employer un terme plus large que la « désinformation » et qui comprend l'intoxication, le mensonge, l'insinuation, le mot piégé, le bluff, l'occultation, le recours délibéré à la manipulation, etc. doit être prise en compte, si on veut apprécier l'ampleur des **considérables pressions idéologiques exercées à notre époque sur la pensée des salariés et leur représentation des réalités de la société**. Elle s'efforce également d'orienter dans ce sens la

production culturelle de masse.

Les mouvements sociaux que connaît la France depuis le printemps 2003 sont une première réponse à ceux qui ne considéreraient uniquement que les voies de l'émancipation sociale seraient, désormais, inaccessibles. S'il convient d'examiner lucidement les obstacles sur cette route et, nous nous sommes arrêtés sur certains d'entre eux, il est essentiel aussi de voir concrètement les potentialités de la situation objective.

La généralisation de la salarisation est certainement un élément très positif, de même que les rapprochements intervenus entre les grandes **catégories salariales** qui se posent autrement que dans le passé où le salariat était minoritaire et, par conséquent, tenus à des alliances avec d'autres classes sociales. À ces périodes, à l'intérieur même du salariat la distance sociale était plus grande rendant plus incertaine l'élaboration et la conjonction d'intérêts communs.

Sans prétendre énoncer les formes et les contenus de ces rassemblements, on peut dire qu'ils devraient **privilégier les solutions pour, à la fois, répondre aux communs besoins et aspirations des salariés, viser à renforcer la cohésion de l'ensemble salarial et favoriser sa mobilisation combative**, à l'opposé de la stratégie d'exploitation et de domination qui vise à l'atomiser, à l'annihiler dans une concurrence destructrice et à ruiner les possibilités de libération humaine.

La question de l'emploi, de sa nature, de sa qualification, de l'élimination du chômage et de ses formes atypiques et dégradées paraît primordiale. Elle est au cœur de l'insécurité sociale *présente*, comme des issues à la crise. Si on admet cela, une attitude prospective conduit à prêter une grande attention à la revendication d'un système de **sécurité d'emploi et de formation** capable de combiner ces deux objectifs dans une perspective de promotion sociale collective des salariés, capable de répondre aux exigences que comporte la révolution informationnelle pour la qualification des salariés maintenant et dans les prochaines décennies.

Une autre question, d'ailleurs liée à la précédente, concerne **les pouvoirs décisionnels réels à donner aux salariés**, à différents niveaux (et particulièrement dans *l'entreprise*) pour se dégager des dangers d'un étatisme réducteur, de la domination



monarchique du patronat dans l'entreprise et dans la société et mobiliser les capacités créatives et novatrices des salariés et promouvoir des nouvelles formes de coopération basée sur cette synergie.

On a tout à fait conscience que ces perspectives exigent également des mesures concernant les rapports au monde, à l'Europe, et que la question des financements, du rôle et de la place des institutions financières à divers niveaux doit être accordée à ces objectifs. Ils exigeraient d'autres développements.

Si les objectifs classiques des luttes de classe conservent toute leur valeur, pour répondre aux besoins croissants il y a exigence à s'avancer résolument sur des terrains nouveaux d'action contre l'exploitation et les aliénations (discriminations, insuffisance des services sociaux, besoins de droits nouveaux, etc.) et d'inscrire leur contenu dans une perspective de *dépassement du capitalisme*. Dans ces actions peut se concrétiser la solidarité dans les luttes sociales et politiques des diverses catégories du salariat.

Jean MAGNIADAS
Économiste, syndicaliste

(•) Ces réflexions s'inscrivent dans le débat ouvert par l'étude d'Armand Ajzenberg dans le numéro d'octobre 2003. On peut aisément identifier nombre de points d'accord.

la somme et le reste

Sommaire du No A.1

Armand Ajzenberg : classes et formes modernes de lutte de classe

- Les forces sociales en présence	2
- Psychologie collective des classes	3
- Les classes dans une société globale	4
- Ce qui a changé depuis 1963	10
- Production et extraction de plus-value	15
- Formes prises par la lutte de classe	16
- Les coordinations	21



LA LUTTE DES CLASSES EN 2003 À propos de l'analyse d'Armand Ajzenberg Jean Péaud

Dans le dernier numéro (thématique) de La Somme et le Reste, notre ami Armand Ajzenberg a traité de façon très appréciable un problème de base, auquel nous ne pouvons échapper : « la lutte de classes ». Les concepts ne sont pas les modèles de la réalité, ils servent à la penser, et vivant avec elle, ne s'usent que si l'on s'en sert. Quel sens donner à ce terme, en quoi consiste la lutte des classes, maintenant, en 2003 ?

Jusqu'à la page 14 je suis en plein accord avec le travail basique d'Armand Ajzenberg. Ce qu'il expose peut paraître élémentaire, surtout pour le militant politico/syndical que j'ai été à partir de 1947 puis 1959. Mais il faut savoir faire des mises au point, définir avec précision les termes pour discuter sur des réalités, sans diversion ni échappatoire.

Mon seul désaccord notable se situe en fait, page 15, avec la théorie de A. GORZ contre A. A. Je respecte, donc tiens compte de l'expérience personnelle qu'il décrit. Je préfère répondre par un contre-exemple, et je pourrais en donner d'autres, comme la simulation de la production du méthylate de sodium.



Rhône-Poulenc-Industries, actuellement Rhodia, possédait à La Palice près de La Rochelle (17) la seule usine européenne capable de la séparation des terres rares (lanthanides). Il ne s'agit pas d'un minerai spécialement rare malgré son nom (on en trouve abondamment au Kenya, en Australie, aux U. S. A., etc.), mais ses 16 éléments sont remarquablement mélangés à cause de leur structure intra-atomique). Quelques utilités : le cérium pour les pierres à briquet, le néodyme pour les aimants, l'europium pour la couleur verte sur les écrans, etc.

Au début des années 1980, le travail de rénovation de cette usine a été affecté à J. HELGORSKY (1) ; je lui ai été adjoint temporairement, comme technicien de l'informatique (calcul numérique). Nous avons dû résoudre des problèmes difficiles (système de 11 équations à 14 inconnues, éclairci grâce à la méthode de quasi-linéarisation, seule possible grâce à l'utilisation d'un ordinateur) avant d'envisager notre stratégie humaine : une usine où n'aurait lieu aussi peu que possible l'intervention physique des ouvriers.

Nous avons admis la construction externalisée, avec pour logique : l'entretien, les réparations, etc. J'admets que c'est déplacer un problème sans le résoudre, ni le nier : comment se fait l'extraction de la plus-value dans une entreprise de construction spécialisée ? là encore on visse des écrous tellement mieux avec des appareils adaptés qu'avec des clés manuelles, plates, à pipes ou anglaises, etc. !

Au niveau des opérateurs (nouveau nom de l'ouvrier), le projet nécessitait un travailleur capable de suivre la régularité des échanges chimiques sur un tableau de bord électronique, au besoin d'en changer les rythmes suivant les ordres reçus (décision des grands chefs) ; donc d'en signaler les éventuelles anomalies. Et des services de sécurité : pompiers, etc.

Le projet impliquait une astreinte majeure, la présence permanente à proximité de quelqu'un capable de décider dans les situations imprévues et/ou graves. Cette fonction se déplaçait ainsi vers les ingénieurs responsables, mais nécessitait toujours aussi en permanence l'existence d'une équipe d'intervention éventuelle.

L'usine devant tourner en continu, il fallait prévoir 5 équipes de travailleurs pour toutes les fonctions, à presque tous les niveaux.

Il ne s'agissait donc pas de créer « des usines qui tournent toutes seules », mais qui admettent le minimum de travailleurs, avec surtout le **minimum d'intervention physique, pénible, donc dégradante, la remplaçant par l'attention donc la tension intellectuelle**. À ma connaissance, cette usine tourne toujours sur la base de notre simulation.

Cet exemple montre que la lutte des classes existe toujours parce qu'elle se situe à tous les niveaux d'extraction de la plus value dans des rapports sociaux organisés autour de l'exploitation de l'homme par l'homme – et que le Capital n'est jamais à court quand il s'agit d'en inventer les formes. Aussi bien là où travaille l'ingénieur qui roule en voiture haut de gamme des pays du Nord que dans les cages à enfants aux pieds nus installées par Nike dans les pays du Sud. C'est à cette manière de repenser les stratégies du profit que doivent répondre aujourd'hui les stratégies de lutte des classes. Celle-ci doit mettre en termes d'organisation et de solidarité des comportements neufs et repenser l'unité dans la lutte d'univers ouvriers produits de manière différenciée, comme autant de « tribus » que le Capital créerait et mettrait au travail à son seul bénéfice.

Me plaçant sous cet angle, j'ai du coup, beaucoup apprécié l'analyse (décomposition en éléments simples), approximative (une approche modeste de la recherche de la vérité) du mouvement de fin 1995. C'est difficile de sortir un début de théorie d'un mouvement d'une extraordinaire confusion, mélangeant des interrogations plus qu'inquiètes face aux avènements professionnels, contrecarrés par des désirs de repli, donc à la limite réactionnaires. Les structures syndicales traditionnelles n'y ont rien compris, se contentant chacune de s'attribuer la gloire de quelques résultats mal arrachés. Les « Coordinations » n'ont pas survécu au mouvement, elles n'étaient pas faites pour cela. Mais faut-il voir resurgir (2) le concept de « réseau », même s'il ne débouche sur aucune forme institutionnelle ?

Pour conclure, c'est la première fois depuis longtemps que je lis une étude ten-



dant à l'objectivité, et j'espère que ce ne sera pas la dernière, la création de *la Somme et le Reste* aidant.

Jean Péaud

(1) Voir l'envergure de ce militant « ouvrier » dans : « Sur le fil de l'histoire et de la lutte de classes, cinquante ans de fraternité », Jean Péaud, Editions de l'Unirag, Abymes, Guadeloupe.

(2) Le 8 Mai 1968 (vérifier à 1 jour près), à Sud-Aviation Nantes, des militants inter-syndicaux ont créé le nœud entre le mouvement étudiant et l'essor du mouvement ouvrier, en séquestrant le Directeur. Après étude, (travail du Cercle « Socialisme »), on a découvert que ces militants étaient copains depuis plusieurs années, membres de la même promo de techniciens de l'École Professionnelle Livet, et que leur étiquetage syndical (ou non) leur était parfaitement secondaire.



À PROPOS DE PLUS-VALUE ET D'EXTRACTION DE CELLE-CI

Armand Ajzenberg

Cette analyse que j'avais rapidement traitée à partir d'une expérience personnelle a suscité un point de vue différent de Jean Péaud, résultant de son expérience, elle aussi, personnelle. Il a raison, et je ne crois pas avoir tort. En fait, les deux analyses s'appliquent à deux situations différentes et se complètent.

Si la création de plus-value dans une entreprise de main d'œuvre se constitue tout au long d'une chaîne de travail (recherche appliquée, conception, mise au point, commercialisation, production), avec une prédominance quantitative de plus en plus marquée des travailleurs intellectuels sur ceux manuels, l'extraction de la plus-value est cependant réalisée au stade final de la production.

Cela conduit à une surexploitation particulière des travailleurs situés à ce stade final de la production (dans le cadre plus général de la surexploitation de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels) : course éperdue à la productivité, externalisation de ce stade final de la production (sous-traitance, délocalisations).

Cette réduction de ce stade final de la production à un coût (ou à un risque) comme un autre, productrice d'un chômage non comptabilisé totalement dans les résultats des entreprises, ne pourra être développée à l'infini, d'autant qu'une reprise de l'accumulation élargie de capital ne semble pour autant pas être au rendez-vous.

Cette analyse de la production de la plus-value et de son extraction ne s'applique pas aux industries de process (production et transport d'énergies, industries chimiques...). Là, dans ces ensembles automatisés, l'extraction de la plus-value ne dépend plus de travailleurs, mais semble fixée (arbitrairement ?) dans des conseils d'administration.

la somme et le reste

Sommaire du No 1

ACTUALITÉS - PUBLICATIONS

- N. Guterman, H. Lefebvre : Comment devient-on électeur du Front national ? Comprendre 2
- Programme d'études sur Henri Lefebvre au L.A.B.U.R. (Brésil) 6
- Arnaud Spire : Henri Lefebvre, le retour 8
- COLLOQUES (St-Denis - Paris VIII - juin 2001)**
- Rémi Hess : Vue panoramique sur la vie et l'œuvre d'Henri Lefebvre 11
- Lucien Bonnafé : La tête de la passion 17
- Laurent Devisme : Lire Henri Lefebvre 19

TEXTES

- Henri Lefebvre : A propos du centenaire de la mort de Marx (1984) 20

COURRIER - DÉBATS

- A. Ajzenberg: Comment naît un Manifeste? 27

Sommaire du No 2

ACTUALITÉS - PUBLICATIONS

- Jean-Paul Monferran : La révolte et le crime. 2
- Lucien Bonnafé : Diviser pour régner ? 3
- COLLOQUES (St-Denis - Paris VIII - juin 2001)**
- José de Souza Martins : Les temporalités de l'histoire dans la dialectique de Lefebvre. 6
- Eulina Pacheto Lutfi : Lefebvre et les fondements théoriques des représentations. 13
- Ana Cristina Arantes Nasser : Travail, famille et loisir (relation et représentation dans la vie des exclus sociaux). 18

TEXTES

- Henri Lefebvre : Justice et vérité 22
- Alain Anselin : Nous sommes tous des Haïtiens. 26

COURRIER - DÉBATS

- Sebastien Raoul : Lettre 29



Ce type d'industries préfigure peut-être un stade lointain d'une production industrielle entièrement automatisée ?

Une remarque : la privatisation des services (publics) conduit à les soumettre au même statut de producteurs de plus-value et de lieux d'extraction de celle-ci. Ces services (distribution, transports, médecine, éducation, culture, information, recherche), inventés par le capitalisme et payés par l'impôt, dont l'objet était de réaliser l'articulation entre production et consommation, n'avaient pas à l'origine comme but d'être des lieux rentables d'où l'on pouvait extraire de la plus-value.

Une telle analyse de la **production** de plus-value et de son **extraction** devrait conduire à une stratégie (et à des tactiques) renouvelées des formes traditionnelles de la lutte de classe et à l'émergence de formes modernes de celle-ci : priorité à l'alliance et à la solidarité entre classe ouvrière et classes moyennes salariées, mondialisation des formes traditionnelles et modernes de la lutte de classe, retour et développement de services (publics) au service d'abord du public, généralisation de ceux-ci pouvant préfigurer une forme d'organisation moderne de la société.

la somme et le reste

Sommaire du No 3

ACTUALITÉS - PUBLICATIONS

- Robert Maggiori : Lefebvre, l'éternel retour 1

COLLOQUES (St-Denis - Paris VIII - juin 2001)

- Amélia Luisa Damiani, Odette Carvalho de Lima Seabra : Une pensée métaphilosophique sur la révolution urbaine. 3

- Ana Fani Alessandri Carlos : Les défis à la construction de la problématique urbaine. 6

- Jorge Hajime Oseki : L'unique et l'homogène dans la production de l'espace. 12

- Jean-Pierre Lefebvre : Sur « L'unique et l'homogène dans la production de l'espace ». 15

- E. V. Kosminsky, M.M. de Andrade : L'État - et les classes sociales. 20

TEXTES

- Henri Lefebvre : Quand la ville se perd dans la métamorphose planétaire. 21

BULLETIN D'ABONNEMENT

L'abonnement, sous forme d'un versement unique (une fois pour toutes), est de 20,00 Euros.

Chèque à l'ordre de :

« Association la somme et le reste »

Adresse électronique :

Nom :

Prénom :

No et rue :

Code postal :

Ville et Pays :

Abonnement à adresser à :

Espaces Marx

La Somme et le Reste

64, Bd Auguste Blanqui

75013 Paris

TRISTE NOUVELLE

Un ami vient de nous quitter : MICHEL TREBITSCH. Il est mort le 9 mars dernier à la suite d'un cancer. C'était un historien brillant, agrégé d'histoire. Ami d'Henri Lefebvre, c'était l'un des meilleurs connaisseurs de son œuvre. Il avait en chantier une thèse de doctorat sur le philosophe et sociologue et avait réalisé la préface du *Nietzsche*, réédité en décembre 2003 par les Éditions Syllepse. Il nous manquera beaucoup.

